

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1513>

"Debtocracy", un documentaire sur la crise financière en Grèce : L'interview du journaliste Aris Hatzistefanou, À l'origine du film.

Date de parution : 29 novembre 1999

- International -

Date de mise en ligne : vendredi 15 juillet 2011

Mis à jour le : vendredi 15 juillet 2011

UGTG.org

[Debtocracy International Version](#) par [BitsnBytes](#)

(Cliquer sur le bouton CC en haut du player pour sélectionner la langue des sous-titres)

Né à Athènes, Aris Hatzistefanou, 34 ans, est un journaliste à toute épreuve depuis ses plus jeunes années. Journaliste en Palestine, puis à Londres pour la BBC, son émission de radio à EurosoefinowarâEuros sur la station grecque Sky Radio, trÃs ÃcouteÃce, fut arrÃtÃce quelques jours seulement avant la publication du documentaire Debtocracy, dont le message est à contre-courant de la pensée dominante.

Ce projet a attiré l'attention de plus d'un million de personnes en Grèce, et a popularisé une campagne nationale demandant une commission d'audit de la dette publique du pays. OWNI s'est entretenu avec l'homme derrière ce subversif documentaire qui secoue l'opinion grecque, dans une période très difficile pour le pays.

Quelle est l'histoire de Debtocracy ?

L'idée nous est venue après une émission sur *Sky Radio* sur la manière dont le président équatorien avait géré la dette colossale du pays : il mis en place une commission chargée d'auditer la dette souveraine du pays, et arriva à la conclusion que d'autres pays étaient en train d'utiliser l'équateur comme un esclave, tout comme l'Argentine et d'autres pays avant lui. Par conséquent, le gouvernement équatorien força les créanciers à subir un « haircut » [des pertes, ndlr] de 70%.

Dans le même temps, en Grèce, des gens étaient en train de lancer une initiative similaire, et recherchaient du soutien pour cela. Du coup, mon émission sur *Sky Radio* entra en cho avec leur discours. Et beaucoup de gens semblaient se demander si nous pouvions faire la même chose en Grèce.

Katerina Kitidi (éditrice en chef de TV XS) et moi nous sommes alors décidés à produire ce documentaire. Mais nous n'avons pas d'argent, et ne voulions surtout pas demander des financements auprès d'un quelconque parti politique, syndicat, entreprise, ou pire, une banque. Nous avons alors eu l'idée de demander aux gens de nous aider en lançant une campagne de *crowdfunding*.

Et cela a très bien marché ! Nous avons récolté 8.000 euros en seulement dix jours, ce qui est pas mal du tout en Grèce, surtout dans le contexte actuel.

Au début, ce projet était censé être qu'une vidéo de plus sur *YouTube* ! Mais comme beaucoup de gens nous ont proposé leur aide (des professionnels de l'audiovisuel notamment), et que beaucoup de gens nous ont aidés financièrement, nous avons pu réaliser un véritable documentaire. À un moment, nous avons même tellement de dons que nous avons décidé d'investir dans la promotion du film, ce qui n'était pas prévu.

Alors que ce projet avait été initié par deux personnes, environ quarante personnes ont contribué au final.

Comment le film a-t-il été reçu en Grèce ?

Nous avons eu plus d'un demi-million de vues en moins d'une semaine, et nous sommes aujourd'hui à plus d'un million. Mais en dépit de ce succès, les médias grecs n'ont touché ni un mot au début. Puis, quand ils ont vu le succès du film, ils ne pouvaient plus faire comme si nous n'existions pas. Ils sont alors commencés à nous critiquer et à tenter de nous discréditer. Jusqu'à présent, aucune chaîne de télévision n'a parlé de nous, même négativement. En fait, le jour où ils le feront, ce sera que nous aurons gagné.

Quel est le message que vous voulez faire passer avec ce documentaire ?

Nous défendons le point de vue que la situation actuelle est qu'une partie d'un problème bien plus global, notamment lié au problème de l'euro. Parce que l'euro est divisé entre son créateur et la périphérie, nous sommes condamnés à souffrir de pertes de compétitivité face à l'économie mondiale, car nous ne pouvons pas dévaluer notre monnaie.

Je ne nie pas que nous avons notre propre part de responsabilité. Le problème de la Grèce est que notre fiscalité ne s'est pas adaptée au modèle d'état-providence que nous avons mis en place : les entreprises ne sont pas assez taxées, les déficits ne sont donc pas contrôlés. Nous avons aussi un grave problème de corruption, mais cela reste un détail : nous pourrions mettre tous les politiques en prison, mais qu'est-ce que cela changerait ?

Bref, ce qui se passe actuellement ne peut pas être totalement de la faute des [PIIGS](#), comme ils nous appellent.

Nous disons aussi que le modèle allemand n'est pas un modèle à suivre. Ils ont simplement gelé les salaires depuis dix ans ! Ce n'est pas soutenable pour l'ensemble de l'Europe !

Certains disent que votre point de vue n'est pas impartial. Que leur répondez-vous ?

Tout d'abord, nous n'avons jamais prétendu être mesurés. C'est même plutôt l'inverse, puisque nous pensons que nos contradicteurs ont largement eu le temps et l'espace médiatique pour faire valoir leur position. D'ailleurs, leur position n'est pas vraiment équilibrée non plus !

Certains critiquent aussi le fait que l'État grec n'est pas un bon exemple, car c'est un pays en voie de développement qui a du contrôle. Mais le contrôle ne représente que 25% du PIB de l'État grec, et nous, nous avons nous aussi en Grèce notre propre contrôle : le tourisme.

Après, on aurait pu prendre n'importe quel autre pays comme exemple, il y aurait toujours des gens pour dire que « comparaison n'est pas raison », même si le contexte est tout de même similaire, avec une spirale d'endettement et l'intervention du FMI. Mais au final, ils essaient juste de faire dériver la conversation afin de ne pas répondre au principal sujet de ce film : la nécessité de créer une commission d'audit de la dette.

Quels avis, que devrait faire la Grèce aujourd'hui ?

C'est clair que la Grèce ne peut repayer sa dette, que celle-ci soit éligible ou pas, et quel que soit son montant et son taux d'intérêt. Plus de 350 milliards de dettes, c'est déjà trop. Très ironiquement,

les marchés semblent plus lucides que le gouvernement, qui continue de dire que l'euro on peut trouver l'argent. Mais les marchés ne sont pas stupides. Les plans de sauvetage ont en vérité un seul objectif : sauver les banques françaises et allemandes, qui tomberaient si la Grèce faisait banqueroute.

Donc, de notre point de vue, nous ne devrions rien attendre des décideurs européens. Si nous attendons, il sera trop tard pour prendre les mesures nécessaires. Nous devons donc trouver nous même des solutions, et lancer des initiatives.

Une fois que cela est dit, la première chose que nous devons faire et de mener un audit de la dette grecque, de manière à discerner la dette légitime de celle qui ne l'est pas. Un certain nombre d'indices tendent à montrer qu'une grande partie de la dette est odieuse, voire illégitime. Mais seule une commission d'audit saurait le démontrer. C'est pourquoi nous soutenons complètement cette initiative, même si nous soulignons l'importance que cette commission soit menée de manière transparente et démocratique. Pas par les parlementaires.

Après, nous sommes plus radical que d'autres dans nos propositions car nous pensons que nous devrions stopper le remboursement de la dette, quitter l'euro, et nationaliser le secteur bancaire. Ce n'est pas quelque chose de facile à défendre, car cela paraît très radical, mais même certains économistes et hommes politiques commencent aussi à étudier ces options.

Nationaliser les banques peut sembler être une proposition communiste, mais j'y vois plutôt du pragmatisme : il faut protéger le pays d'une éventuelle fuite des capitaux vers l'étranger, dans le cas où nous quittons l'euro.

[...]

Source : <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=5246>